

Publié le 19 janvier 2018

Les réformes éducatives de Jean-Michel Blanquer : une brèche dans le pédagogisme ambiant

«Divine surprise» dans le gouvernement Macron, le ministre actuel de l'Éducation nationale, parfait connaisseur des méandres de la rue de Grenelle, semble trancher radicalement sur ses prédécesseurs, aussi bien par ses déclarations que par ses actes.

Il est des bastions de la pensée unique qui paraissent imprenables tant ils sont des concentrés d'idéologie. Tel est le cas de l'Éducation nationale, que les différents ministres qui se sont succédé rue de Grenelle ont renoncé à réformer quand ils n'ont pas eux-mêmes aggravé la situation, comme ce fut le cas de Jack Lang ou plus récemment de Najat Vallaud-Belkacem. Qu'en est-il de l'actuel ministre, Jean-Michel Blanquer ?

L'éducation et la culture abandonnées à la gauche progressiste

Sur les questions éducatives, la droite a souvent fait preuve d'ignorance et même de lâcheté. On se rappelle de la formule prêtée au général de Gaulle : «Laissez la culture à la gauche, ça lui donnera un os à ronger !» Erreur fatale et terrible aveu d'impuissance de la part d'un chef d'État qui se targuait d'être un visionnaire ! Ne pas voir l'influence de la culture sur les mentalités procède d'une vision étriquée, centrée sur la réussite matérielle et indifférente au combat culturel. Mai 68 a surpris la droite, car celle-ci avait délaissé le terrain de l'éducation et de la transmission, se complaisant dans un économisme qui domine toujours sa pensée aujourd'hui. Certains ministres de l'Éducation de droite, tel Luc Chatel, sont même allés jusqu'à accompagner la diffusion de l'idéologie progressiste, en introduisant, par exemple, l'enseignement de la théorie du genre à l'école (en 2011).

«Le monde moderne s'est divisé lui-même entre conservateurs et progressistes. L'affaire des progressistes est de faire des erreurs ; celle des conservateurs est d'empêcher les erreurs d'être corrigées» affirmait à juste titre Chesterton. «La droite la plus bête du monde», selon l'expression de Guy Mollet, a pleinement intégré cette domination intellectuelle de la gauche progressiste dans les domaines éducatif et culturel, et elle n'a jamais cherché, une fois au pouvoir, à inverser le sens de ses réformes.

En face, la gauche n'éprouve aucun complexe à s'emparer des questions éducatives, agissant à visage découvert en avouant déconstruire méthodiquement l'enseignement des savoirs traditionnels, à l'image de ce que prônaient Bourdieu, Deleuze ou Derrida. Elle n'a aussi aucun scrupule à embrigader les consciences pour façonner un homme nouveau, comme l'affirmait l'ancien ministre Vincent Peillon dans le [JDD](#) du 1^{er} septembre 2012 : «Il faut être capable d'arracher l'élève à tous les déterminismes, familial, ethnique, social, intellectuel, pour après faire un choix», celui d'une morale laïque assimilée à une «véritable spiritualité» ayant vocation à supplanter dans l'espace public le fait religieux dès lors confiné au secret des consciences.

Le nouveau ministre a ébranlé la forteresse de la rue de Grenelle

Or, la surprise vient aujourd'hui de l'actuel gouvernement, avec la politique mise en œuvre par Jean-Michel Blanquer. «Le nouveau ministre a ébranlé, pour la première fois depuis trente ans, la forteresse érigée rue de Grenelle par ces Diafoirus persuadés de leur droit à utiliser les enfants pour cobayes», affirme Natacha Polony¹.

Professeur agrégé de droit public, deux fois recteur (Guyane et Créteil), ancien directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO) et ancien directeur de l'ESSEC, Jean-Michel Blanquer connaît très bien le ministère qu'il dirige. Il sait que les syndicats disposent d'une capacité de nuisance et d'une force d'inertie impressionnantes. Il sait aussi

que les professeurs sont lassés de toutes les réformes qui prétendent rebâtir en profondeur le système éducatif et accouchent finalement d'une souris. Il sait que la relation de confiance entre le ministère et les professeurs a été abîmée par les réformes de Najat Vallaud-Belkacem, qui ont réduit comme peau de chagrin le volume horaire de certains enseignements. Il sait aussi que les professeurs aspirent avant tout à exercer leur métier dans de bonnes conditions et qu'ils n'aiment pas qu'on les infantilise ni que l'on remplace l'enseignement des savoirs traditionnels par des exercices de pédagogie, parce qu'ils n'ont pas été recrutés pour devenir des animateurs sociaux. Et ce, quelle que soit leur couleur politique ! Il sait enfin qu'il est inutile d'aborder les réformes de manière dogmatique, mais que c'est par le pragmatisme que l'on combat au mieux les idéologies.

Dans ce domaine, il a réussi à éviter toutes les étiquettes dont les médias voulaient l'affubler. Et il a commencé à mettre en œuvre certaines réformes, dont les premières ont consisté à revenir sur les dispositions les plus aberrantes de Najat Vallaud-Belkacem. Ainsi a-t-il rétabli les classes bilingues (Français/Allemand), que l'ancien ministre avait supprimées, au grand dam de l'Allemagne, qui s'était inquiétée pour le rayonnement de la langue de Goethe. Il a renforcé l'enseignement du grec et du latin – sans toutefois revenir sur toutes les réformes de son prédécesseur –, favorisé le retour de la dictée quotidienne, rendu plus souple la mise en œuvre des Enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI), qui compliquent beaucoup la tâche des communes et des écoles, insisté sur l'apprentissage des savoirs fondamentaux, interdit l'usage des portables à l'école et introduit la création de chorales au sein des écoles et collèges.

Une seule boussole : la réussite des enfants

Quand on lui demande le sens de telles réformes, il répond que sa seule boussole est la réussite des enfants et s'appuie sur des enquêtes montrant le bien-fondé d'un enseignement traditionnel reposant sur l'apprentissage par cœur. «Les différentes sciences qui se penchent sur

¹ - In *Le Figaro*, 5 janvier 2018.

Blanquer sait que les professeurs sont lassés de toutes les réformes qui prétendent rebâtir en profondeur le système éducatif

Le ministre s'appuie sur des enquêtes montrant le bien-fondé d'un enseignement traditionnel reposant sur l'apprentissage par cœur

l'éducation ont acquis des méthodes et des capacités nouvelles, particulièrement ces dix dernières années. Il faut les prendre en compte pour l'intérêt des enfants» a-t-il déclaré². Ses sources sont doubles : il s'inspire des écoles Montessori et des neurosciences. «J'ai lu Maria Montessori. Sa pédagogie a un siècle et est toujours moderne. Montaigne a écrit sur l'éducation des enfants il y a quatre siècles et demi, cela ne l'empêche pas d'être encore très actuel. Passer pour un passéiste quand on parle de ce qui existait avant, c'est absurde et caricatural³».

S'agissant des neurosciences, il s'agit pour lui de s'inspirer des études scientifiques qui mettent en évidence les mécanismes de la pensée humaine et du système cognitif, c'est-à-dire la manière dont le système nerveux réagit lorsqu'une personne effectue un raisonnement, calcule ou apprend quelque chose, dans le but d'accroître les performances cognitives de l'enfant. Certes, l'être humain n'est pas un robot, mais un être libre, et l'on ne pourrait réduire les méthodes d'enseignement à ces analyses scientifiques. Reste qu'elles demeurent un précieux secours pour confirmer ou infirmer certaines intuitions.

Concernant la méthode, Jean-Michel Blanquer constate les limites d'une centralisation inefficace, ordonnée depuis la rue de Grenelle, et souhaite s'adapter aux particularités des territoires : «Sur un sujet comme l'éducation, il faut distinguer ce qui relève du service public, de la dimension nationale et de la liberté de chaque acteur. Une sorte de principe de subsidiarité⁴». Aussi se déclare-t-il favorable à une plus grande autonomie des établissements scolaires. La réforme du BAC, réduit à quatre épreuves pour laisser plus de place au contrôle continu, procède aussi d'un même bon sens.

Devant les limites d'une centralisation inefficace, il convient de s'adapter aux particularités des territoires

Rien ne prédisposait Emmanuel Macron à choisir un tel ministre de l'Éducation, et son choix reste en partie une énigme. Est-ce un moyen de tuer toute opposition à droite en se montrant plus audacieux que n'importe quel gouvernement de droite sur ces questions ? Ou bien est-ce vraiment le souci de redresser l'Éducation nationale, au plus bas dans tous les classements PISA ?

Cependant, le problème de l'école est trop profond pour pouvoir être résolu par de simples réformes. L'école étant le miroir de la société, elle conserve la marque de tout ce qui contribue à sa fragmentation : délitement de l'autorité familiale, perte du sens de la civilité, dégradation des relations entre filles et garçons, triomphe du consumérisme et perte du sens du sacré. Le problème est particulièrement visible dans les territoires perdus de la République, où certains enseignants ne peuvent physiquement plus donner leurs cours et tenir leurs classes. Il s'agit là d'une grave question d'intégration et d'identité, sur laquelle nos dirigeants feraient bien de se pencher.

Benoît Dumoulin

Retrouvez cet article sur notre [site](http://srp-presse.fr) (srp-presse.fr)

2 - In *Le Figaro*, 10 janvier 2018.

3 - Interview donnée à *La Tribune*, le 22 décembre 2017.

4 - In *Le Monde*, 13 décembre 2017.